

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie - BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 28/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOLVALOR**

La Haye de Pan  
35170 BRUZ

Références : 2012/0700  
Code AIOT : 0006516036

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement SOLVALOR implanté 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVALOR
- 31-34, route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006516036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR réalise du tri, transit et regroupement de terres polluées. La société SOLVALOR réalise également du traitement de ces terres par criblage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCPAT n°2017-180 du 24 décembre 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Poteaux incendie	AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 4	Mise en demeure	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier d'autorisation	AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 2	Mise en demeure	Sans objet
2	Plan des zones de dangers	AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 3	Mise en demeure	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Solvalor a mis à jour son plan des zones de dangers du site et a transmis un porter à connaissance concernant la modification temporaire des conditions de stockage. La mise en demeure a donc été suivie d'effet sur ces points de contrôle.

En revanche, l'exploitant ne dispose pas du nombre de bouches à incendie prescrit dans son arrêté préfectoral. Un porter à connaissance est attendu sur ce point, qui nécessite l'avis de la brigade des sapeurs pompiers de Paris. L'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 24 décembre 2021 est maintenu.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité au dossier d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Solvalor est mise en demeure de respecter l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2017-259 du 5 décembre 2017 précité.</p> <p>Elle devra prendre les mesures permettant d'exploiter l'ensemble de ses installations classées pour la protection de l'environnement conformément aux plans et données techniques contenus dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Constats de la visite du 09/11/2021 : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les modalités de stockage mises en oeuvre par l'exploitant ne sont pas conformes aux dispositions présentées dans le dossier d'autorisation initiale de l'exploitant, ni avec les modalités de stockage présentées dans le dossier d'autorisation environnementale du 23 décembre 2020 en cours d'instruction. Ainsi, les zones de stockages s'étendaient au-delà des zones initialement prévues.</p> <p>Par ailleurs, un crible diesel était installé sur le site, dans un endroit initialement dédiée au stockage.</p> <p>En outre, la zone de stockage des DIB n'était pas à l'endroit initialement autorisé et aucun équipement d'extinction n'était présent à proximité. Lors de l'inspection, la zone de stockage de DIB était située à l'opposée du dépôt pétrolier.</p> <p>Enfin, il a été indiqué que 2 cuves de carburants étaient présentes sur le site alors que le dossier d'autorisation environnemental déposé récemment indiquait qu'aucune cuve n'était présente sur site.</p> <p>Pour ce contrôle, l'inspection s'est basée sur le plan de récolement des travaux du 12 octobre 2018, présenté lors d'une précédente inspection et présenté comme plan masse dans le dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site est actuellement en travaux. Il a été constaté notamment que le rotolue est en cours de remplacement. Il a été également indiqué qu'un second pont bascule est en cours d'installation.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir déplacé la benne de DIB qui se trouve à nouveau à son emplacement prévu par les plans du site et avoir évacué les cuves de stockage d'hydrocarbures. En revanche, l'inspection a constaté que le stockage des terres continuait de s'effectuer au delà des zones initialement prévues par le dossier d'autorisation. L'exploitant précise en effet que dans l'attente de la réception de la station de lavage prévue pour le traitement des terres, l'espace est utilisé pour réaliser les activités de tri transit de terres. Par courriel du 27/01/2023, l'exploitant transmet un porter à connaissance concernant la modification temporaire des conditions de stockage, ainsi que deux autres modifications sollicitées par l'exploitant (ajout de code déchets en acceptation et installation d'un laveur de roues). L'analyse de ce porter à connaissance fera l'objet d'un autre rapport de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Plan des zones de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Solvalor est mise en demeure de respecter l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2017-259 du 5 décembre 2017 précité. Elle devra mettre en place les mesures permettant de disposer de plans d'intervention des secours à jour. Les plans devront permettre de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et contenir une description des dangers pour chaque local, comme le prévoit l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2017-259 du 5 décembre 2017 précité.  Constats de la visite d'inspection du 09/11/2021 : L'inspection a constaté qu'un plan du site est disponible pour les secours. Toutefois, le plan du site n'était pas conforme avec l'exploitation en cours le jour de la visite (pas de localisation du second crible, pas de localisation des cuves..). Non-conformité : Contrairement à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral 5 décembre 2017, l'exploitant ne disposait pas d'extincteur sur la zone à risque que constitue le stockage de DIB (risque incendie) et ne disposait pas d'un plan d'intervention des secours à jour. Lors de travaux, l'exploitant doit disposer de plans temporaires et les zones spécifiques déplacées (comme le stockage de déchets) doivent toujours disposer des moyens adaptés de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> Durant l'inspection, l'exploitant fournit un plan des zones de dangers du site à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Poteaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Solvalor est mise en demeure de respecter l'article 8.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation DRE n°2017-259 du 5 décembre 2017 précité.</p> <p>Elle devra prendre les mesures permettant d'avoir sur son site deux bouches à incendie capable de fournir un débit d'eau minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant au moins 2 heures.</p> <p>Les prises de raccordement des 2 bouches à incendie devront être conformes aux normes en vigueur afin de permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>Une des 2 bouches devra être située à proximité des bureaux et de l'atelier et l'autre devra être à proximité du hangar de stockage de boue. Elles devront être implantées à moins de 100 mètres de la limite de l'installation et distantes l'une de l'autre de 150 mètres au maximum.</p> <p>Constat de l'inspection du 09/11/2021 : Par courriel du 12 novembre 2021, l'exploitant a transmis le bordereau d'essai du poteau incendie le plus proche qui est situé sur la rue. Par courriel du 15 novembre 2021, l'exploitant a confirmé ne disposer que d'un poteau incendie à proximité du site.</p> <p>Non-conformité : Contrairement à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral 5 décembre 2017, l'exploitant ne dispose que d'un seul poteau incendie capable de fournir le débit de 60 m<sup>3</sup>/h. Par ailleurs, ces poteaux incendie ne sont pas disposés conformément à l'article, ni conformément à son dossier d'autorisation initial. Par ailleurs, le dossier d'autorisation en cours d'instruction a réaffirmé le positionnement des poteaux incendie sur le site (p.71 de l'étude de dangers).</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que le site doit être conforme au dossier initialement déposé. En cas de modification, l'exploitant doit déposer un porter à connaissance. Pour les poteaux incendie, l'exploitant peut éventuellement déposer un porter à connaissance s'il souhaite modifier la position des hydrants. Toutefois, il doit démontrer le respect des prescriptions relatives aux poteaux incendie applicables à son site au titre des arrêtés ministériels applicables.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a déposé, par courriel 01/04/2022, un porter à connaissance concernant la modification des hydrants disponibles pour la lutte contre les incendies, en indiquant disposer des 2 poteaux incendies de la route du bassin n°6. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de complément de l'inspection par courrier du 6 mai 2022. Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué que la prescription de disposer de 2 bouches incendies était liée à la présence de stockage d'hydrocarbures initialement présents mais qui ne sont plus sur le site. Une bouche à incendie est présente en face de l'entrée du site, sur la route du bassin n°6. Afin de démontrer l'absence de nécessité de 2 bouches incendie, une démarche de contact avec la brigade des sapeurs pompiers de Paris et la mairie de Gennevilliers a été entamée par l'exploitant afin de déterminer des moyens de lutte contre l'incendie correspondant à l'activité actuelle du site. L'inspection a indiqué que dans le cas d'une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, il est attendu de l'exploitant le dépôt d'un porter à connaissance comprenant l'avis de la brigade des sapeurs pompiers de Paris.</p> <p>L'article 4 de l'arrêté de mise en demeure n°2021-180 du 24 décembre 2021 n'a pas été suivi d'effet et est maintenu. L'exploitant a entamé des démarches de mise en conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois